REPRESSION EN ETHIOPIE

MEMORANDUM

DU MOUVEMENT SOCIALISTE PANETHIOPIEN (ME'ISONE)

fevrier 1979

MOUVEMENT SOCIALISTE PAN ETHIOPIEN

(ME'ISONE)

M E M O R A N D U M S U R L A R E P R E S S I O N

E N E T H I O P I E

---

février 1979

Le Mouvement Socialiste Panéthiopien présente à tous les amis du peuple éthiopien un memorandum sur la répression qui sévit en Ethiopie depuis une année et demie.

Le peuple éthiopien se trouve engagé, en particulier depuis Fevrier 1974, dans une âpre lutte pour la démocratie et l'indépendance nationale. Depuis cette date, le gouvernement militaire provisoire a pendant trois ans soutenu la cause des masses laborieuses. Mais depuis un an et demi il s'est progressivement constitué en obstacle au développement du mouvement populaire pour finir par s'opposer systématiquement à la lutte pour la démocratie et l'indépendance nationale. Il se trouve donc aujourd'hui plus que jamais en contradiction avec le peuple éthiopien. C'est ainsi que durant cette dernière période les emprisonnements et les exécutions systématiques constituent les seules réponses du gouvernement militaire provisoire aux revendications légitimes du peuple.

La campagne de répression engagée à l'encontre des démocrates et des patriotes depuis Août 1977 connait une ampleur jamais égalée dans l'histoire du pays. Nous avons dans différentes publications donné des explications détaillées concernant cette répression et nous continuerons à le faire. Par ce memorandum nous voulons présenter à tous les amis de l'Ethiopie un aperçu général de la violence menée à l'encontre du peuple éthiopien. Nous procéderons pour ce faire en exposant des faits concrets concernant le nombre et les conditions de détention des prisonniers.

I/ NOMBRE ET IDENTITE DES PRISONNIERS

Le nombre des démocrates et des patriotes qui croupissent actuellement dans les prisons du Deurg[1] dépasse les 20 000. Nous pouvons les présenter en plusieurs catégories.

1) Les paysans

Pour appliquer la réforme agraire, proclamée le 4 Mars 1975, et permettre aux masses de gérer leurs propres affaires, 25 000 associations de paysans, regroupant 7 millions de familles paysannes, ont été mises sur pieds démocratiquement entre Mars 1975 et Mars 1976. La mise sur pieds de ces associations, commencée par les jeunes qui avaient participé au "Zamatcha"[2], a été achevé par le "Secrétariat Provisoire d'organisation des masses" (POMOA)[3] animé alors par ME'ISONE. De ce fait les paysans organisés et les dirigeants des associations de paysans placent leur confiance en ME'ISONE beaucoup plus qu'en le Deurg. Ceci explique également que dans toutes les régions des milliers de paysans et de dirigeants paysans sont des membres ou des sympathisants très actifs du ME'ISONE. Ils savent que les questions de la démocratie, de l'égalité des différentes nationalités propagées par le ME'ISONE sont aussi les leurs. Aussi, rassemblés derrière les slogans du ME'ISONE ou solidaires de sa ligne, les paysans s'opposent-ils aux aspects anti-démocratiques et chauvins de la politique du Deurg.

A la suite de l'entrée en clandestinité des cadres du ME'ISONE en Août 1977, ils ont lutté et protesté contre la répression dont commençait à être victime le mouvement (le ME'ISONE), ceci par des manifestations de masses, par l'envoi de pétitions et de délégués auprès du Deurg condamnant cet acte injustifié. De ce fait le Deurg entreprit un processus d'emprisonnement de certains dirigeants d'associations de paysans, processus qui n'a fait qu'augmenter la révolte au sein des paysans et endurcit leur opposition à la politique du gouvernement.

A l'heure actuelle, plus de 5 000 paysans croupissent dans les prisons et subissent des tortures inhumaines.

2) Les ouvriers

La proclamation "n°64 de 1975" sur les droits des travailleurs avait permis aux travailleurs éthiopiens d'élire leurs représentants et de constituer démocratiquement "La Centrale Syndicale Panéthiopienne des Travailleurs" (AETU)[4]. A la différence des associations de paysans, cette centrale a été constituée au prix d'immenses sacrifices en 1976 et à la suite de grands efforts d'organisation déployés par les membres du ME'ISONE à travers toute l'Ethiopie.

Après la proclamation par le Deurg lui-même du "Programme de Révolution Nationale Démocratique" la classe ouvrière éthiopienne a structuré et renforcé sa lutte pour le respect des libertés démocratiques, le droit à l'égalité des nationalités, l'indépendance nationale, etc. Les dirigeants syndicaux et une grande majorité des militants de base étaient des membres du ME'ISONE et défendaient ardemment la ligne et les positions de celui-ci. Cela amena le Deurg à décreter une terrible campagne de répression et d'épuration à l'encontre de l'AETU et de ses organisations de base.

Afin de mieux expliquer le déroulement de la campagne d'emprisonnements et d'exécutions perpétrée à l'encontre des ouvriers durant une année et demie, citons quelques faits concrets à titre d'exemple :

a) Le premier Comité Exécutif de l'AETU, démocratiquement élu en Décembre 1976, est aujourd'hui entièrement démantelé. Parmi les 12 membres de ce comité exécutif trois (TEWODROS BEKELE, TEMESGEN MADEBO et KEBEDE TEKLE) ont été assassinés par le PRPE[5], deux (ATNAFU TATCHE et NASREDIN MOHAMED) sont emprisonnés par le Deurg et les autres limogés et renvoyés dans leurs syndicats d'usine. En Mai 1978 une nouvelle direction a été imposée d'en haut, en dehors de toute consultation des masses, donc de toute élection légitime. Le Deurg continuant ses menées anti-démocratiques, ces mascarades ne semblent pas devoir s'arrêter de sitôt. C'est ainsi que cette nouvelle direction est à son tour limogée et le président ainsi qu'un certain nombre de ses collaborateurs se retrouvent en prison depuis Janvier 1979.

b) Dans les usines, les ouvriers qui se trouvent à l'avant-garde de la lutte sont systématiquement interpellés. Vu l'ampleur des arrestations qui ont eu lieu, certaines usines se sont trouvées dans l'obligation de ralentir leur rythme de production. Les arrestations touchent souvent en premier lieu la direction des syndicats avant de se généraliser. Voyons maintenant le nombre de prisonniers de quelques usines du pays. Nous ne citons que les cas les plus graves :

1. Indo-Ethiopian Textile Factory (Akaki) : 60 ouvriers emprisonnés.
2. Ethio-Cement (Addis-Abeba) : toute la direction* du syndicat et 40 ouvriers.
3. Seferian Company (A.A.) : toute la direction du syndicat et 4 ouvriers.
4. Rubber Factory (Akaki) : toute la direction du syndicat et 20 ouvriers.
5. Addis Tires Factory (A.A.) : toute la direction du syndicat et 8 ouvriers.
6. Adey-Abeba Textile Factory (A.A.) : toute la direction du syndicat et 8 ouvriers.
7. Mega Paints Factory (A.A.) : 5 ouvriers de la direction du syndicat.
8. Ethio-Sider (A.A.) : 15 ouvriers.
9. Meta-Birra Factory (Ambo) : la direction du syndicat et 10 ouvriers.
10. Oil and Soap Factory (A.A.) : toute la direction du syndicat et un nombre inconnu d'ouvriers.
11. Filwoha-Finfine (A.A.) : toute la direction du syndicat.
12. Banque Nationale et Banque Commerciale d'Addis-Abeba : 30 personnes.

---

* Un comité exécutif composé de 9 ouvriers constitue la direction du syndicat. Les différents comités exécutifs avaient été démocratiquement élus au cours de l'année 1976. Actuellement, au fur et à mesure de leur démentellement ils sont remplacés par des directions nommées par le gouvernement, en dehors de toute élection démocratique.

13. PTT (A.A.) : toute la direction du syndicat plus 20 personnes.
14. Ethiopian Airlines (A.A.) : 15 personnes.
15. Branche pour la ville de Nazareth de l'Union des Syndicats des travailleurs du secteur tertiaire : toute la direction de l'Union et 30 personnes. Le président et le vice-président de l'Union ont succombé à la torture.
16. Chilalo Agricultural Development Unit (CADU-Assala) : 10 personnes.
17. Agaro State Farm : toute la direction du syndicat.
18. Glass Factory (A.A.) : 5 ouvriers.
19. Fabrique de capsules (A.A.) : 5 ouvriers.
20. ECAFCO (fabrique de mobilier, A.A.) : toute la direction du syndicat.
21. Commercial Printing Press (A.A.) : 5 personnes.
22. Artistic Printing Press (A.A.) : 5 personnes.
23. Ambessa Company (transports en commun, A.A.) : 20 ouvriers.
24. Bahr Dar Textiles Factory (Bahr-dar) : 20 ouvriers.
25. Wondji Sugar Factory (Wondji) : plus de 100 ouvriers. 15 dirigeants syndicaux ont été exécutés.
26. Debre Berhan Textiles Factory (Debre-Berhan) : 5 ouvriers.
27. Metehara Sugar Factory (Metehara) : plus de 100 ouvriers.
28. Modjo Tannery (Modjo) : toute la direction du syndicat.
29. Tendaho Plantation (Coton - Tendaho) : 30 ouvriers.
30. Awash Tannery (A.A.) : toute la direction.
31. Dire Dawa Textiles Factory (Dire Dawa) : plus de 50 ouvriers. Plusieurs dirigeants ont été exécutés.
32. Dire Dawa Cement Factory (Dire Dawa) : plus de 50 ouvriers. Plusieurs dirigeants ont été exécutés.
33. Melka Sedi - Amibara State Farms: 45 ouvriers

Les cas cités ne sont que les plus dramatiques. On estime à environ 1500 le nombre d'ouvriers des usines d'Addis Abeba et de ses environs jetés en prison. Le même chiffre peut être retenu pour les autres villes éthiopiennes.

3) Les dirigeants des "KEBELLES"[6]

Pour aider les citadins à s'auto-administrer, ont été créés en Novembre 1976 environ 2000 "KEBELLES" ou comités de quartiers dans toutes les villes d'Ethiopie. A Addis Abeba, la capitale, il en existe 291. Chaque "KEBELLE" possède un comité exécutif de 15 membres élus au suffrage universel par les habitants du quartier. En règle générale, dans la plupart des grandes villes tous les "KEBELLES" sont affiliés à des instances supérieures, les "KEFETEGNIAS", qui regroupent un nombre variable de "KEBELLES". Il en existe 25 à Addis Abeba.

Les élus des "KEBELLES" ont particulièrement été la cible du terrorisme du PRPE. Parmi les 15 membres du comité provisoire de liaison des "KEBELLES" d'Addis Abeba, comité mis sur pied dans l'attente de la formation des "KEFETEGNIAS", 9 ont été assassinés en moins d'un an par le PRPE et des "inconnus". Le nombre des dirigeants des "KEBELLES" assasinés jusqu'en Fevrier 1978 est estimé à 500 pour toutes les villes du pays. Depuis, accusés d'être des sympathisants du ME'ISONE, et parcequ'ils continuent à lutter pour la démocratie et le respect de l'indépendance nationale, la majorité des dirigeants de "KEBELLES" qui ont échappé aux balles du PRPE sont en train de remplir les prisons du Deurg. Un certain nombre vivent en clandestinité dans le pays ou en exil.

De plus, depuis trois mois, à la suite de la campagne de repression engagée contre des membres de "WEZADER LIGUE" (Ligue Prolétarienne), on assiste à un démantellement total des "KEBELLES" démocratiquement élus en 1976.

Prenons pour exemple la situation des "KEBELLES" d'Addis Abeba. Plus de 75% de ceux qui ont été démocratiquement élus en 1976 n'occupent plus leurs postes. Parmi les 25 "KEFETEGNIAS" constitués dans la capitale les dirigeants démocratiquement élus des "KEFETEGNIAS" n°2, 3, 4, 5, 6, 9, 14, 15, 19, 20, 25 se trouvent dans les prisons du Deurg. Parmi les 291 "KEBELLES" d'Addis Abeba il n'en existe pas un dont au moins trois dirigeants n'ont été emprisonnés.

Les "KEBELLES" qui au départ étaient mis sur pied pour servir les intérêts quotidiens de la population et qui ont ardemment travaillé à cette tâche jusqu'au début de l'année 1978 sont ainsi liquidés. La nouvelle direction nommée par le Deurg, en dehors de toute élection démocratique, a progressivement transformé ces organisations de masses en un instrument de répression au service du pouvoir.

Le nombre des dirigeants de "KEBELLES" emprisonnés est aujourd'hui estimé à 2000 pour l'ensemble du pays.

4) Les jeunes

La jeunesse éthiopienne a mené une lutte implacable contre le régime féodo-fasciste de Hailé Sélassié. Avec l'avénement du mouvement populaire de Fevrier 1974, une partie de la jeunesse s'est rangée du côté de la réaction. Par contre la jeunesse patriotique et démocratique regroupée autour du "Mouvement de la Jeunesse Révolutionnaire d'Ethiopie" (IAWONE) et d'autres organisations progressistes d'étudiants éthiopiens à l'extérieur (ESUE[7], UPESUNA[8], EWDUE[9]) a continué à mener la lutte avec ardeur et s'est particulièrement distinguée par les réalisations progressistes dont elle a fait preuve au cours du ZEMETCHA.

Effrayé par la lutte de la jeunesse, le Deurg a entrepris une campagne féroce de répression à l'encontre de IAWONE. Cette campagne a débuté en Septembre 1977, date à laquelle IAWONE a apporté son soutien indéfectible au ME'ISONE et elle a pris une tournure ouvertement anti-jeune entre Décembre 1977 et Février 1978. Beaucoup de jeunes ont été physiquement liquidés par la campagne dite de "Terreur Rouge". Ceux qui ont échappé à cette "Terreur Rouge" se sont retrouvés en prisons et ont été torturés. La grande majorité des jeunes (entre 16 et 21 ans) emprisonnés sont des élèves et étudiants et à l'heure actuelle à Addis Abeba et dans les autres villes du pays plus de 4000 jeunes croupissent dans les géoles du régime.

5) Les femmes

Comme toutes les femmes du Tiers Monde, les femmes éthiopiennes ont subi et subissent encore une discrimination dans tous les domaines. Après le mouvement populaire de Fevrier 1974, la lutte des femmes pour la démocratie et l'égalité ainsi que les lourds sacrifices qu'elles ont payés restent comme un des faits les plus marquants dans l'histoire récente de l'Ethiopie. Depuis trois ans notamment, cette lutte des femmes a pris un aspect organisé avec la création de la première et unique organisation luttant effectivement pour les droits légitimes des femmes opprimées éthiopiennes, à savoir le "Mouvement Révolutionnaire des Femmes d'Ethiopie" (ISEANE).

Comme les autres catégories sociales, les femmes progressistes se sont trouvées en contradiction avec le Deurg par le simple fait qu'elles ont soulevé les questions des libertés démocratiques, de l'égalité en droit des femmes, de l'indépendance nationale, etc. Ainsi, à l'heure actuelle, les femmes sont également victimes d'une répression féroce; elles croupissent en masse dans les prisons où elles subissent des tortures inhumaines, des viols et les sévices de la faim. En province, un grand nombre de femmes emprisonnées est constitué de paysannes. En ville ce sont des ouvrières, mais surtout des intellectuelles, et plus particulièrement des cadres de l'ex-POMOA, des élèves et des étudiantes qui remplissent les prisons du Deurg. Le nombre de ces prisonnieres est estimé à 3000.

6) Les militaires

Les militaires éthiopiens ont largement contribué à la lutte des masses pour la démocratie et l'indépendance nationale. Depuis Mai-Juin 1977, une partie des officiers démocrates et patriotes et la grande majorité des soldats sont également entrées en contradiction avec le Deurg parcequ'ils défendaient les intérêts des masses laborieuses.

Les soldats et les officiers patriotes qui luttent au sein de l'armée sont sommairement exécutés. C'est ainsi que des dizaines

de militaires démocrates et patriotes ont été exécutés en Décembre 1977 et en Septembre 1978 en Erythrée et dans le Harrargué (Ogaden). En Novembre 1978, 67 membres de l'armée de l'air basée à Debré Zeit ont été emprisonnés le même jour. Un nombre inconnu de ces derniers a été exécuté en Janvier 1979. La grande majorité de ces militaires emprisonnés ou exécutés participait activement dans les "KEBELLES" (associations de quartiers) et dans les comités de défense de la révolution dans les villes. Aujourd'hui, le nombre des soldats et des officiers patriotes de l'armée de l'air, de l'armée de terre et de la police nationale jetés en prison à cause de la lutte qu'ils mènent pour la démocratie et l'indépendance nationale est estimé à 2000.

Pour échapper à cette politique de terreur et d'exécution, un grand nombre de militaires patriotes et démocrates sont obligés de quitter leurs postes de combat, de continuer leur lutte dans la clandestinité ou de se refugier dans les pays voisins.

7) Le POMOA

Le POMOA a été créé en 1975 dans le but d'aider au développement de la conscience politique et de l'organisation des masses. Il était destiné à jouer le rôle d'organisme de consultation pour le Deurg et à aider celui-ci à prendre des mesures favorisant le mouvement populaire. La plupart des intellectuels qui ont animé cette organisation sont des membres du ME'ISONE. Le ME'ISONE a engagé un certain nombre de ses membres dans cette structure légale sur la base d'un programme minimum, celui de la Révolution Nationale Démocratique promulgué en Avril 1976. Le POMOA a énormément contribué au développement du procéssus révolutionnaire. Ce qui explique qu'à plusieurs reprises, les forces anti-populaires ont essayé de le détruire. Un des buts des coups d'Etat manqués du Major SISAY HABTE en Juillet 1976 et du Général TEFERI BANTI/ Major ALEMAYEHU en Fevrier 1977 était la dissolution du POMOA et l'exécution de ses membres, intention que le Deurg lui-même à reconnu dans ses déclarations de l'époque. Ces tentatives manquées mises à part, un grand nombre des membres du POMOA a été assassiné par des éléments anti-populaires.

Le Deurg qui depuis un an et demi a totalement rejeté le Programme de Révolution Nationale Démocratique, reconnu comme guide de la révolution éthiopienne, se trouve aujourd'hui en contradiction avec les démocrates et patriotes éthiopiens. Aussi, le POMOA qui était une des structures importantes d'animation du mouvement populaire s'est-il trouvé lui aussi en contradiction avec le Deurg. Parmi les 900 cadres du POMOA qui travaillaient à travers tout le pays, 800 étaient des membres du ME'ISONE. Sur la totalité des membres du POMOA, 150 ont été assassinés entre Octobre 1976 et Décembre 1977, 400 ont été arrêtés depuis Avril 1977, les autres sont soit en exil, soit en clandestinité.

Pour mieux montrer le devenir du POMOA de sa création à son démantellement actuel nous étudierons plus en détail la répression qu'a vécu sa direction. Ceci a pour but de donner à nos lecteurs, à partir de faits concrets, un aperçu de la répression que connaissent actuellement tous les démocrates et patriotes éthiopiens.

L'instance dirigeante du POMOA était constituée d'un comité central comptant 15 membres et de 14 responsables pour les 14 régions administratives. De plus, l'Ecole de Formation Politique ("Yekatit 66") était considérée comme faisant partie de la direction.

a) Parmi les 15 membres du comité directeur du POMOA

- Sont emprisonnés :
  1. HAILE FIDA (président du POMOA)
  2. NEGUEST ADANE (présidente de la commission d'organisation des femmes)
  3. SHEWAN DAGNE BELETE (membre puis président d'Août 1977 à Septembre 1978)
  4. KEDIR MOHAMMED (membre)
- Ont été assassinés :
  5. SENAI LIKE (vice président du POMOA, assassiné par le PRPE en Fevrier 1977)
  6. FIKRE MERID (président de la commission des affaires courantes assassiné par le PRPE en Octobre 76)

- Sont entrés en clandestinité :
  7. MESFIN KASSOU (secrétaire général du POMOA)
  8. BARO TOUMSSA (président de la commission d'organisation)
- Est en exil :
  9. NEGUEDE GOBEZIE (président de la commission d'agitation et de propagande)
- Les six autres membres ont été limogés.

b) La situation du POMOA dans les régions administratives

1. Addis Abeba et ses environs

Le responsable d'Addis Abeba, le Docteur KEBEDE MENGUESHA, militant de longue date dans la lutte pour la démocratie, a été assassiné en Septembre 1977 par les hommes de main du Deurg. Avec lui ont été exécutés son second, METEKU TERFASSA, ainsi que d'autres cadres politiques. Citons : DENBI DISSASSA, ALEMESHET TEZERRA, DANIEL AYELE... De plus, depuis 1976, une vingtaine de cadres du POMOA d'Addis Abeba et de ses environs ont été assassinés par des tueurs à gage du PRPE. Parmi les rescapés, 35 cadres se trouvent actuellement dans les prisons du Deurg.

2. Région administrative du SHOA

Le responsable pour la région, KEBEDE DERIBA, a été exécuté par ordre du Deurg en Décembre 1977 avec 15 autres militants de ME'ISONE. Parmi les responsables du POMOA dans les districts (Awradja) et sous districts (Woreda) du Shoa, plus de 40 jeunes cadres ont été emprisonnés. Le Major BEKELE, nouveau responsable du POMOA pour la région administrative du Shoa a lui aussi été arrêté et emprisonné depuis deux mois. Des cadres désignés par le Deurg lui-même en remplacement des militants du ME'ISONE assassinés, emprisonnés ou entrés en clandestinité ont subi le même sort que le responsable régional.

3. Région administrative du HARRARGUE

Le responsable, ABDOULAHI YOUSSOUF, a été assassiné à Addis Abeba en Juillet 1977 par des "inconnus" dont l'identité n'a trompé personne. Son second DJEMAL ABASS est porté disparu depuis son arrestation secrète lors d'un enterrement de 6 cadres du POMOA

eux aussi assassinés par des "inconnus" en Septembre 1977. Trois autres cadres ont été exécutés par le Deurg. Dix cadres du POMOA de cette province avaient déjà été assassinés par le PRPE. Parmi le restant, 45 jeunes se trouvent dans les prisons du Deurg.

4. Région administrative du WOLLEGA

Le responsable de cette province, HAILU GUERBABA, ainsi que son second KASSAHOUN ont été arrêtés dans le Wollega alors qu'ils luttaient dans la clandestinité. Ils ont été emprisonnés à Addis Abeba. En Septembre 1977, 38 cadres du POMOA régional ont été arrêtés et déportés à Addis Abeba tandis qu'une cinquantaine ont été emprisonnés sur place.

5. Région administrative du KAFFA

Le jeune responsable du POMOA pour la région, SHIMELESS OLANA, a succombé aux tortures inhumaines qui lui ont été infligées par les hommes de main du Deurg en Décembre 1977. Son second, DEMEKE HAREGWOINE, a été assassiné par des tueurs à gage du PRPE. Dans cette région, plusieurs cadres du POMOA originaires de nationalités opprimées ont été exécutés sous prétexte qu'ils faisaient preuve de "nationalisme étroit". 25 cadres se trouvent actuellement en prison.

6. Région administrative du GODJAM

Le responsable, MELAKU, et 35 cadres ont été arrêtés et déportés à Addis Abeba. Les autres ont été obligés de regagner la clandestinité.

7. Région administrative du GONDAR

Le responsable a été démis de ses fonction. Parmi les cadres de cette province, 8 ont été assassinés par des tueurs à gage du PRPE. Le 14 Octobre 1977, les jeunes militants FANTA ABERRA, MENGUISTOU YIMENOU, DAGNEW ABERRA, HAILU BERHANOU et SAID ABERRA ont été exécutés par ordre du Lieutenant MELAKU, représentant du Deurg dans la région.

8. Région administrative du TIGRAI

Le responsable TADESSE BEZABEH est en prison. Parmi les

cadres affectés à cette région 30 sont en prison, les autres ont regagné la clandestinité pour échapper à la répression et continuer la lutte.

9. Région administrative du SIDAMO

Le responsable et ses seconds ont été obligés de regagner la clandestinité. Une vingtaine d'autres cadres se trouvent actuellement en prison.

10. Région administrative d'ILLOUBABOR

Le responsable et son second sont en prison ainsi que 40 cadres travaillant dans les districts et sous-districts de la région.

11. Région administrative d'ARSSI

Le responsable régional a été limogé, son second ainsi que plus de vingt cadres se trouvent en prison. Les autres ont regagné la clandestinité.

12. Région administrative du GAMO GOFA

Le responsable régional du POMOA a été limogé. 20 cadres sont en prisons. Les autres vivent en clandestinité.

13. Région administrative du BALE

Le responsable limogé vit en exil. 25 sont en prison. Les autres ont regagné la clandestinité.

14. Région administrative du WOLLO

Le responsable AYALEW KEBEDE a été limogé puis assassiné. Une trentaine de cadres sont en prison tandis que les autres vivent dans la clandestinité.

c) L'Ecole de Formation Politique "Yekatit 66"

Parmi les dix progressistes qui ont fondé et animé l'Ecole :
- 2 ont été assassinés: le Docteur TEREFFE WOLDE TSADIK (fondateur et directeur de l'Ecole à sa création) par le Deurg et TADESSE GIZAOU (professeur) par le PRPE.

- cinq sont emprisonnés, un est en clandestinité et les autres ont été destitués de leurs fonctions.

8) Les intellectuels

Les intellectuels éthiopiens ont pour leur grande majorité lutté contre le régime de Hailé Sellassié et un certain nombre a connu des sévices sous l'ancien régime. Ils ont également lutté pour un changement politique et social aux côtés du gouvernement militaire qui, à ses débuts, a joué un rôle important dans la défense des intérêts des masses populaires. Par crainte de voir les intellectuels s'intégrer de plus en plus aux masses et d'organiser leurs luttes sur des directives justes et claires, à savoir l'instauration des libertés démocratiques et le respect de l'indépendance nationale, le Deurg mène une campagne anti-intellectuels sanglante depuis un an et demi.

A l'heure actuelle, sur le peu d'intellectuels que compte le pays, beaucoup de patriotes et de démocrates peuplent les prisons d'Addis Abeba et d'autres villes. Un certain nombre ont été obligés de s'exiler. Parmi les prisonniers on trouve des artistes, des juristes, des enseignants (notamment du supérieur et du secondaire), des médecins, des ingénieurs, des économistes... En un mot les forces indispensables au développement du pays croupissent en prison. Tous les intellectuels éthiopiens travaillant ou faisant des études dans les villes d'Europe et d'Amérique du Nord qui, suite à l'appel du Deurg pour la reconstruction nationale et le développement, sont rentrés dans leur pays pour participer à cet effort sont maintenant considérés suspects par le pouvoir et subissent une répression particulièrement inhumaine.

Le tableau ci-dessous, sans être complet, permet de voir l'ampleur de la répression qui s'abat sur les intellectuels dans l'Ethiopie d'aujourd'hui. Nous tenons à préciser à nos lecteurs que nous ne citons ici que des cas connus avec précision et que le tableau ne considère que les intellectuels rentrés au pays en 1975 et en 1976 pour participer à l'effort de reconstruction nationale.

Pays	Intellectuels rentrés en 1975 et 1976	Assassinés	Emprisonnés	Exilés
France	13	-	5	3
R.F.A.	16	4	9	2
Suède	8	3	4	-
URSS	10	-	7	-
Grande Bretagne	4	2	2	-
USA	7	-	2	2
	58	9	29	7

On peut deviner que ceux qui ne sont pas cités dans les trois dernières colonnes vivent dans la terreur et la menace quotidienne.

9) Les fonctionnaires

Ils ont été emprisonnés du fait de leur opposition à la politique anti-démocratique du Deurg et de leur lutte pour le respect de la vie humaine.

Parmi ces responsables gouvernementaux, le Dr. TEREFFE WOLDE TSADIK, ministre de l'éducation nationale, a été exécuté en Janvier 1978 avec sa femme ATNAF ALEM YEMANE, elle aussi haut fonctionnaire au ministère des Affaires Sociales et du Travail, par les hommes du Deurg.

Le ministre du Développement Urbain et de l'Habitat, M. DANIEL TADESSE vit en clandestinité. Sa femme Mme. ENGOUDAY BEKELE est en prison où les bourreaux du Deurg lui font subir les tortures les plus inhumaines pour l'amener à dénoncer le lieu de refuge de son mari.

M. DESTA TADESSE, Secrétaire Permanant du Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports est en prison depuis Novembre 1977 ainsi que sa femme le Dr. NEGUEST ADANE, une des responsables du POMOA.

Nombreux sont les fonctionnaires qui demandent un asile dans les pays étrangers à la suite d'une mission à l'extérieur, à tel point que le Deurg sélectionne avec grande minutie ses inconditionnels avant tout départ de délégations à l'étranger.

10) Autres catégories de prisonniers

Ceux qui sont cités de 1 à 9 sont des démocrates et patriotes emprisonnés du fait de leurs opinions politiques essentiellement démocratiques et à cause du respect qu'ils ont de la personne humaine. Mais il existe aussi d'autres catégories de prisonniers qui subissent des tortures dans les géoles du Deurg. Ces personnes n'ont ni d'opinion politique, ni d'activité politique. Il suffit qu'ils aient un "accrochage" sans gravité avec ceux qui détiennent "le pouvoir d'emprisonner" ou avec les proches de ceux-ci pour qu'ils se retrouvent étiquettés de toutes sortes d'accusations et jetés en prison. En outre, nombreux sont ceux qui croupissent en prison parce qu'ils ont eu le grand malheur d'être les parents de telle ou telle personne emprisonnée ou assassinée par le Deurg. Ainsi, les maris, les femmes, les enfants, les soeurs, les frères ou même les amis de certains détenus sont actuellement en prison sans autre chef d'accusation que celui du lien parental ou amical avec ces derniers. Le nombre des prisonniers de cette catégorie s'élève à 250 rien qu'à Addis Abeba.

Qui sont ces prisonniers ?

La liste que nous avons mentionnée plus haut ne concerne que ceux qui sont emprisonnés depuis Septembre 1977. Des milliers d'autres paysans, ouvriers, militaires, jeunes, femmes, intellectuels..., vivent aujourd'hui dans la clandestinité ou en exil du fait de la répression.

D'une façon générale ces prisonniers sont favorables au processus de changement en Ethiopie. La grande majorité a même lutté pour le changement en participant activement à la réalisation de certaines réformes progressistes (la réforme agraire, la réforme urbaine, etc.). Mais lorsque le Deurg a essayé de stabiliser son pouvoir et a commencé à repousser toutes les revendications des masses en étouffant notamment le peu de libertés démocratiques dont jouissaient les mouvements de masses, en mettant gravement en danger l'indépendance nationale du pays, en s'obstinant à ne vouloir "régler" que militairement la question de l'Erythrée et en menant une politique de répression féroce à l'encontre des jeunes, des femmes, des intellectuels etc., ces progressistes, démocrates et patriotes éthiopiens se sont élevés contre cette politique. Ils n'exigent en fait que la mise en application effective du Programme de Révolution Nationale Démocratique que le Deurg a lui-même promulgué en Avril 1976 et plus particulièrement la reconnaissance des libertés démocratiques et le respect des libertés fondamentales. En somme, ils ne demandent au Deurg que le respect de ses engagements.

II/ LES CONDITIONS DE DETENTION

1) L'usage de la torture

A l'heure actuelle les prisonniers subissent les tortures les plus inhumaines : bastonnade, arrachements d'ongles, ligotage dans une position contracté, usage d'huile chaude, brûlement de certaines parties du corps, viol, etc... Ces tortures ont des buts différents selon les personnes visées. Certains prisonniers, reconnus comme ayant une certaine influence sur l'opinion du

pays, sont torturés afin de leur arracher des aveux "d'erreurs" qu'ils n'ont jamais commises et de les amener à faire des déclarations à la radio et à la télévision. Parmi ceux-ci figurent M. HAILE FIDA, premier président du POMOA, et le Dr. NEGUEST ADANE, responsable de l'organisation des femmes dans le POMOA. D'autres sont torturés pour qu'ils indiquent les noms et les lieux de refuge des démocrates et des patriotes qui ne sont pas encore emprisonnés. C'est le cas de l'épouse du ministre du Développement Urbain et de l'Habitat, Mme ENGOUDAY BEKELE, de Melle KONGIT KEBEDE, de Mme ASTER ZAOUDE, etc.

Nombreux sont ceux qui n'ont pas résisté aux tortures et ont été hospitalisés dans un état alarmant. Parmi ceux-ci SISAY TAKELE a dû rester plusieurs semaines à l'hopital, un jeune de 20 ans, SHIMELESS OLANA est mort sous la torture en Décembre 1977.

Tous ceux qui sont suspectés d'être membres ou sympathisants du ME'ISONE sont torturés afin qu'ils donnent des renseignements sur l'organisation.

2) Les sévices de la faim

Les sévices de la faim sont provoqués par le Deurg qui refuse de donner de la nourriture aux prisonniers. Ils doivent pourvoir à leur propre nourriture, mais dans la majorité des cas ils se trouvent dans l'impossibilté de le faire et ce pour les raisons suivantes :

a) Un grand nombre des prisonniers sont des paysans pauvres et des ouvriers. Dans leur majorité ces prisonniers travaillaient pour subvenir aux besoins immédiats de leurs familles. Les chefs de famille jetés en prison, leurs épouses et leurs enfants ne peuvent non seulement leur amener régulièrement de la nourriture mais sont eux mêmes privés de leurs moyens d'existence.

b) Certains ont été jetés en prison avec tous les membres de leur famille, avec tous leurs proches et parfois même avec leurs amis. Les cas où toute une famille se retrouve en prison sans aucune attache à l'extérieur, donc dans l'impossibilité

totale de se procurer de la nourriture, sont des cas assez fréquents.

c) Le cas le plus dramatique est celui des prisonniers des provinces souvent transférés à Addis Abeba par le Deurg à l'insu de leurs familles. Ces prisonniers, coupés de toute liaison avec leurs familles et qui à Addis Abeba n'ont aucun proche parent pouvant subvenir à leurs besoins, vivent dans un état de famine permanent.

d) Les amis qui sont venus en aide aux prisonniers en organisant des collectes d'argent ont été réprimés à leur tour par le Deurg. L'exemple le plus connu à Addis Abeba est celui du Dr. MAKONNEN DJOTE qui apportait de la nourriture à M. HAILE FIDA et à ses camarades. Le Dr. MAKONNEN a été assassiné en Novembre 1977 par des "inconnus". M. TESFAYE TADESSE WOLDE MEDHINE, chef du département de l'Asie au Ministère des Affaires Etrangères, le remplace et est emprisonné à son tour en Fevrier 1978. D'autres qui par la suite ont voulu prendre la relève ont été découragés de la même façon. Actuellement donc, les sévices de la faim sont une arme aux mains du Deurg qui s'en sert comme une autre forme de torture. Aussi, face à la répression dont sont victimes tous les patriotes et démocrates qui viennent en aide aux prisonniers, les collectes sont organisées secrétement pour subvenir aux besoins alimentaires des détenus.

3) Incertitudes

Tous les prisonniers et en particulier ceux que nous avons cité dans ce dossier sont dans l'ignorance totale des motifs pour lesquels ils sont en prison puisqu'aucune accusation officielle ne leur est portée. Ils ne savent pas s'ils seront un jour jugés, ni combien de temps peut durer leur détention. Ils ignorent si un jour ils auront une chance d'être libérés. Leur seule "relation" avec les responsables gouvernementaux se limite aux interrogatoires et aux tortures. Isolés du monde extérieur, de leurs familles et des nouvelles du pays ils sont dans une situation d' "attente" sans fin. Ceux d'entre eux qui ont

tenté d'entreprendre certaines inititatives pour connaitre les motifs de leur détention et exigé un jugement en entamant des grèves de la faim ont vu la torture s'accentuer à leur égard.

III/ APPEL A LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

1. Nous demandons aux progressistes, démocrates et patriotes du monde entier de sensibiliser l'opinion publique internationale sur la répression dont sont victimes à l'heure actuelle les paysans, les travailleurs, les jeunes, les femmes, les intellectuels..., éthiopiens.

2. Nous demandons que par solidarité avec les progressistes et patriotes éthiopiens ils condamnent les détentions arbitraires, les exécutions sommaires et les tortures en envoyant des protestations au Gouvernement Militaire Provisoire (P.O.Box 5707 - Addis Abeba).

3. Nous demandons enfin à tous les amis de l'Ethiopie et à toutes personnes éprises de justice et de liberté de venir en aide aux détenus politiques en Ethiopie.

NOTES

1. DEURG : Comité Militaire formé en Juillet 1974 et qui a pris le pouvoir après la chute de l'Empereur Hailé Selassié le 12 Septembre 1974.

2. ZEMETCHA : Campagne d'alphabétisation des paysans éthiopiens qui avait été lancée le 21 Décembre 1974. Le ZEMETCHA a mobilisé des élèves, des étudiants, des professeurs et des militaires ; en tout 60 000 personnes pour une durée de deux ans.

3. POMOA : Provisional Office for Mass Organizational Affairs (Secrétariat Provisoire pour l'organisation des masses).

4. AETU : All Ethiopian Trade Unions (Centrale Syndicale Panéthiopienne des Travailleurs).

5. PRPE : "Parti Révolutionnaire du Peuple Ethiopien" - Organisation terroriste.

6. KEBELLE : Comité de Quartier élu par les citadins pour l'autogestion du quartier.

7. ESUE : Ethiopian Students Union in Europe (Unions des Etudiants Ethiopiens en Europe).

8. UPESUNA : United Progressive Ethiopian Students Union in North America (Union des Etudiants Ethiopiens en Amérique du Nord).

9. EWDUE : Ethiopian Women Democratic Union in Europe (Union Démocratique des Femmes Ethiopiennes en Europe).

Pour tout contact:

P.O.Box : 5077
16305 SPANGA
SUEDE

Pour tout soutien:

BAULÈS
Banque Nationale
de Paris
C.n° 00703008
(mention:Ethiopie)